



Conférence de presse 02.11.2017

Le service public : indépendance et qualité pour tous

Par Mme la Conseillère nationale Adèle Thorens

Le service public comme tel est menacé par l'initiative No Billag. Or, le service public, c'est la garantie du respect de toute une série d'engagements en faveur de l'indépendance et de la qualité des médias, des médias qui sont littéralement mis au service de la population. En Suisse romande, nous y sommes particulièrement sensibles. Les radios et télévisions publiques et privées romandes ont ainsi signé au printemps 2016 une charte des valeurs communes du service public, qui précise ces engagements. Dans ce contexte, les différents acteurs romands du service public s'engagent entre autres à :

- informer la population de manière honnête, impartiale et équilibrée, dans le respect du pluralisme politique, en priorisant ce qui est important pour la vie en société plutôt que pour la publicité ;
- assurer la cohésion sociale et l'intégration à l'échelle régionale et nationale, tout en étant indépendants et utiles à la démocratie ;
- développer une offre d'intérêt général, utile à la société, y compris à ses dimensions minoritaires ;
- être à l'écoute et à dialoguer avec le public, dans toute sa diversité, et à respecter des principes éthiques élevés ;
- délivrer des prestations équivalentes et donc équitables, dans les trois grandes régions linguistiques ;
- valoriser et à défendre la production audiovisuelle francophone.

De tels engagements sont uniques dans le paysage médiatique : les autres médias privés n'y sont pas tenus et les médias étrangers encore moins. Ils ne souscriront certainement pas à de tels principes si le service public était démantelé. Qui s'engagera alors en faveur de l'intégration et de la cohésion sociale ? Qui pourra encore privilégier les contenus utiles pour la vie en société et la démocratie, plutôt que ceux qui sont attractifs d'un point de vue publicitaire ? Qui se préoccupera des besoins des différentes minorités linguistiques de notre pays ? Qui se posera encore la question des besoins spécifiques des différentes catégories sociales, culturelles ou générationnelles ? Et encore : qui soutiendra et fera connaître la production audiovisuelle locale ?

Plus fondamentalement, comment pourra-t-on assurer l'existence de médias respectant des règles d'impartialité et le pluralisme politique, comme le fait le service public ?

Contrairement à ce que dit l'initiative, en effet, l'indépendance des médias ne serait pas renforcée par la suppression de la redevance publique. Elle diminuerait au contraire massivement. L'initiative No Billag le dit clairement : la Confédération mettra régulièrement aux

enchères des concessions de radio et de TV. Elles seront achetées par ceux qui en auront les moyens. L'expérience alémanique nous montre que ce ne sont en général pas des philanthropes, disposés à respecter des engagements en matière d'impartialité ou de respect des minorités. Au contraire, les médias sont repris par un nombre restreint de personnes incarnant des groupes d'intérêts, qui auront par la suite tout loisir de les instrumentaliser à leur profit. Voilà le vrai danger pour l'indépendance des médias. Une berlusconisation ou une blochérisation de nos radios et de nos télévisions romandes et régionales : est-ce cela que nous voulons ?

Pour les médias de service public romands, qu'ils soient généraux ou régionaux, l'indépendance et la qualité des émissions dépendent en bonne partie de la quote-part de redevance qui leur est attribuée. Cet argent est assorti de conditions qui sont précisées dans leur concession et par un mandat de prestation. L'investissement public est garanti par des contrôles. Les médias régionaux doivent par exemple diffuser un volume suffisant d'informations régionales.

La Suisse romande dispose de médias audiovisuels d'une qualité et d'une diversité exceptionnelle compte tenu de la dimension de la région. Ces médias sont financièrement accessibles pour 1 franc par jour et jouent ainsi un rôle décisif, en favorisant l'égalité face aux enjeux sociétaux et l'accès de toutes et tous à une information indépendante et de qualité, indispensable pour mener les grands débats démocratique dans le pays ou dans nos régions.

Les vertus, droits et devoirs des journalistes sont en danger dans le monde entier, menacés par les fake news, les effets boule-de-neige des médias sociaux, l'absence de recoupements et de vérifications ou la centralisation économique.

Le journalisme et une information de qualité ont une valeur, et donc un prix. Sans le soutien de la redevance, les médias audiovisuels romands ne seraient plus en mesure de jouer leur rôle de service public général et régional, seul garant d'indépendance et de qualité. Voilà pourquoi nous devons opposer un refus clair et net à l'initiative No Billag.